



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Commentaires et recommandations du gouvernement du Canada concernant le Plan provisoire d'aménagement du territoire du Nunavut de 2021

Présenté à la Commission d'aménagement du Nunavut le 14 avril 2022

## Tables des matières

<b>1</b>	<b>Présentation.....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>Questions de fond à résoudre .....</b>	<b>2</b>
2.1	Licence de découverte importante .....	2
2.2	Cartes et fichiers du système d'information géographique (SIG).....	5
2.2.1	Chevauchements de désignations d'utilisation des terres .....	6
2.3	Clarification du fait que les mouvements individuels de navires ne sont pas soumis à l'exigence du plan 2.2.5-1 .....	6
2.4	Modifications recommandées pour fournir des orientations claires concernant les droits existants.....	7
2.4.1	<i>Annexe A</i> .....	8
<b>3</b>	<b>Commentaires rédactionnels supplémentaires .....</b>	<b>13</b>
3.1	Sources d'énergie de substitution .....	13
3.2	Habitats clés pour les oiseaux migrateurs .....	13
3.3	Restrictions saisonnières relatives au caribou.....	14
	<b>Annexe A – Mémoire de RNCAN : Dépenses d'exploration pour les projets miniers au Nunavut et paiements des sociétés minières au titre de la LMTSE .....</b>	<b>16</b>
	<b>Annexe B – Investissements réalisés par des projets de prospection et d'exploitation minières existants dans des zones d'utilisation limitée.....</b>	<b>20</b>

# 1 Présentation

Le gouvernement du Canada fournit des renseignements et des recommandations supplémentaires à la Commission d'aménagement du Nunavut (la Commission) dans la foulée de son analyse continue du Plan provisoire d'aménagement du territoire du Nunavut 2021 (le Plan, le PATN). Ce deuxième mémoire se présente comme suit :

- Section 1 : la présente introduction.
- Section 2 : le gouvernement du Canada soulève deux nouvelles questions de fond :
  - la résolution des conflits entre les zones désignées comme étant à utilisation limitée et les licences de découverte importante;
  - l'amélioration de la clarté et de la précision des cartes et des fichiers du système d'information géographique (SIG).

De plus, d'autres commentaires et recommandations sont formulés afin de fournir des précisions sur ceux présentés dans le mémoire du 8 octobre 2021, afin de :

- préciser que les mouvements des différents navires ne sont pas soumis à l'exigence du plan 2.2.5-1;
  - de mieux clarifier les recommandations du gouvernement du Canada pour une orientation claire concernant les droits existants.
- Section 3 : Présente des commentaires et des recommandations supplémentaires concernant :
  - les sources d'énergie de substitution;
  - les rectifications de certains renseignements fournis dans notre premier mémoire concernant les habitats clés pour les oiseaux migrateurs;
  - les restrictions saisonnières relatives au caribou.
- Annexes : le gouvernement du Canada fournit des renseignements supplémentaires sur les investissements dans les minéraux au Nunavut afin d'appuyer les efforts déployés par la Commission en vue d'établir un juste équilibre entre les considérations économiques, environnementales et sociales, notamment :
  - Annexe A : Mémoire de RNCAN – Dépenses d'exploration pour les projets miniers au Nunavut et paiements des sociétés minières au titre de la *Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif (LMTSE)*
  - Annexe B : Investissements réalisés dans le cadre de projets d'exploration minière et d'exploitation minière dans des zones à utilisation limitée

Il convient de noter que les recommandations formulées à la Commission par le gouvernement du Canada dans son mémoire du 8 octobre 2021 continuent de s'appliquer, sauf celles qui sont expressément modifiées par le présent mémoire. Le gouvernement du Canada attend avec impatience la réponse de la Commission aux éclaircissements demandés et demeure disposé à discuter de toute partie de nos mémoires si nos questions et recommandations nécessitent de plus amples explications.

À la suite des audiences publiques, et si les processus de la Commission le permettent, le gouvernement du Canada sera prêt à collaborer à la résolution de toute préoccupation pouvant subsister, afin de promouvoir l'objectif qu'il partage avec la Commission et les autres partenaires chargés de la planification, soit d'arriver à une version du Plan provisoire qui pourra être approuvée.

## 2 Questions de fond à résoudre

### 2.1 Licence de découverte importante

Le Plan provisoire définit les zones couvertes par des licences de découverte importante (LDI) en tant que composantes socioéconomiques valorisées (CSEV), où les activités pétrolières et gazières sont autorisées. À la section 5.2.8 du document « Options et recommandations », la Commission a recommandé que les LDI soient désignées en tant que CSEV, car « cela ne restreint pas l'accès à ces zones ». [Traduction libre] Or, les LDI 043, 071, 077 et 081 chevauchent partiellement ou totalement des zones à utilisation limitée, où l'exploration et la production pétrolières et gazières, ou les activités connexes, sont interdites (voir le tableau 1). Cela crée des règles d'utilisation des terres contradictoires à l'intérieur des limites de ces LDI. Les interdictions d'exploration et de production de pétrole et de gaz dans les zones désignées à utilisation limitée situées dans les limites des LDI pourraient entraîner la perte d'un actif pétrolier et gazier pour les entreprises concernées, car celles-ci ne seraient plus en mesure de l'explorer ou de le développer à l'avenir, ce qui entraînerait la suppression de la LDI.

**Tableau 1. Chevauchement de zones terrestres couvertes par des licences de découverte importante<sup>1</sup> et de zones désignées à utilisation limitée**

N° de LDI	Nom de la société	Date de délivrance/expiration	Chevauchements de zones désignées à utilisation limitée
SDL043 (x2)	Suncor Énergie inc.	1987-08-11/NA	29 – Caribou de Peary
SDL071	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA	91 – Site contaminé prioritaire
SDL077	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA	22 – Habitat clé pour les oiseaux migrateurs de catégorie 1 (péninsule Fosheim <sup>2</sup> ) 91 – Site contaminé prioritaire
SDL081	Suncor Énergie inc.	1987-09-01/NA	29 – Caribou de Peary 91 – Site contaminé prioritaire Nota : Chevauche un habitat clé pour les oiseaux migrateurs de catégorie 3 (péninsule Sabine <sup>2</sup> ), zoné en tant que composante valorisée de l'écosystème (CVE) dans le PATN.

Abréviation : S.O., sans objet.

<sup>1</sup> Extrait le 9 novembre 2021 de la base de données « Oil and Gas Rights » (Droits pétroliers et gaziers), à l'adresse <https://open.canada.ca/data/en/dataset/208ddd6d-dea8-4d1c-bf62-5b49e8983a51>

<sup>2</sup> Il convient de noter que, dans notre mémoire du 8 octobre 2021, nous recommandons de corriger le tableau 1 : « Marges de recul pour les oiseaux migrateurs », notamment d'apporter des changements aux habitats clés pour les oiseaux migrateurs de la péninsule Fosheim et de la péninsule Sabine, pour lesquels aucune marge de recul n'a été recommandée par ECCC.

#### Chevauchements avec des sites contaminés prioritaires :

Pour ce qui est de la désignation d'utilisation limitée des sites contaminés prioritaires, bien que l'exploration et la production pétrolières et gazières ne soient pas explicitement interdites, l'exigence 4.6-1(a) du Plan interdit toute utilisation « à des fins autres que l'assainissement ou la surveillance jusqu'à ce que son nettoyage soit effectué et qu'il ait été signalé à la Commission », et l'exigence 4.6-1(b) stipule que « nul ne doit utiliser une décharge sur un tel site après l'assainissement aux fins de : i) forage; ii) d'aménagement de camps; ou c) d'aménagement d'aires d'atterrissage ». [Traduction libre] Les interdictions de ce type qui chevauchent des LDI pourraient également entraîner la perte d'un actif pétrolier et gazier pour les entreprises, comme décrit ci-dessus. Relations

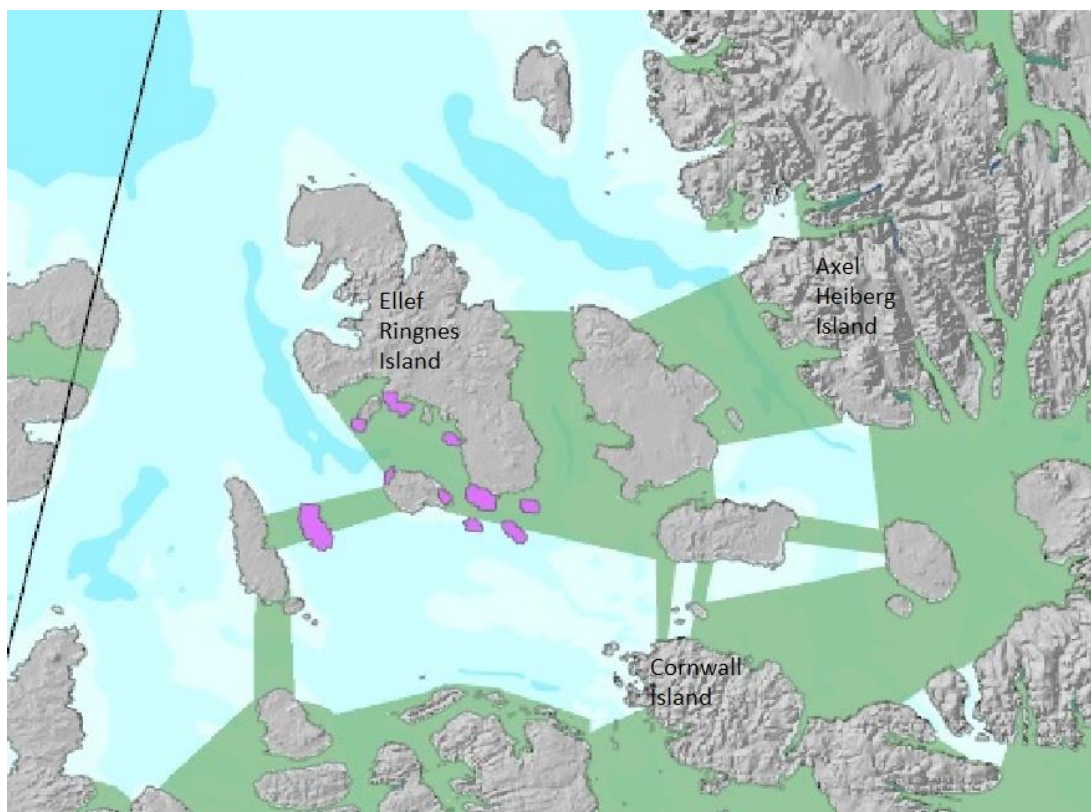
Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) demeure intéressé à préserver l'intégrité des ouvrages d'ingénierie sur ces sites contaminés et à s'assurer que les activités d'assainissement et de surveillance puissent y avoir lieu. La Commission pourrait envisager de supprimer le zonage « utilisation limitée » et d'attribuer une désignation de CSEV qui tient compte de ces facteurs pour ces sites contaminés, afin de s'assurer que ces éléments sont pris en compte dans le système réglementaire.

#### Chevauchement avec l'habitat du caribou de Peary et des habitats clés pour les oiseaux migrateurs

Le gouvernement du Canada reconnaît que le caribou et les oiseaux migrateurs sont d'une importance capitale pour le bien-être des Nunavummiut. Il existe des obligations légales en vertu de la *Loi sur les espèces en péril (LEP)* visant la protection des espèces répertoriées et de leur habitat essentiel, ainsi qu'en vertu de la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs* et du *Règlement sur les oiseaux migrateurs* pour la protection des oiseaux migrateurs et de leur habitat, y compris ceux qui se trouvent dans les limites définies par la LDI. Les LDI mises en évidence dans le tableau 1 chevauchent deux habitats clés pour les oiseaux migrateurs ainsi qu'un habitat terrestre clé pour le caribou de Peary (le caribou de Peary est inscrit sur la liste des espèces en voie de disparition de la *LEP* – des renseignements sur l'habitat important et essentiel du caribou de Peary sont disponibles dans le [programme de rétablissement proposé du caribou de Peary \[Rangifer trandus pearyi\] au Canada](#)). De plus, plusieurs LDI couvrant le fond marin (voir la figure 1 et le tableau 2) chevauchent des passages de glace de mer désignés comme habitat essentiel dans le programme de rétablissement proposé pour le caribou de Peary. Le Service canadien de la faune d'Environnement et Changement climatique Canada (SCF-ECCC) souhaite souligner qu'en vertu de la *LEP*, un habitat essentiel établi dans le programme de rétablissement d'une espèce doit être protégé contre la destruction. Si la désignation de zone à utilisation limitée et les interdictions s'y rattachant sont supprimées, la désignation de ces habitats clés comme CVE dans le Plan d'aménagement du territoire du Nunavut peut faire en sorte que la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER) et les organismes de réglementation accordent une attention particulière aux répercussions éventuelles sur le caribou, les oiseaux migrateurs et leur habitat des activités liées à tout projet pétrolier et gazier menées dans l'aire couverte par ces LDI.

De plus, le fait de recourir en priorité aux connaissances traditionnelles des Inuits (Inuit Qaujimajatuqangit) pour le caribou de Peary par la consultation des communautés permettrait d'obtenir des renseignements supplémentaires sur les mesures nécessaires pour éviter toute répercussion néfaste sur le caribou et son habitat, y compris la glace de mer. Au cours des prochaines années, le SCF-ECCC travaillera avec ces communautés et d'autres partenaires nordiques pour recueillir l'Inuit Qaujimajatuqangi et d'autres données sur le caribou de Peary ainsi que son habitat terrestre. Ces efforts visent à mettre l'information à la disposition des promoteurs et des décideurs, ce qui permettrait d'étayer le Plan et d'autres processus réglementaires.

**Figure 1 : Licences de découverte importante couvrant le fond marin et chevauchement avec la glace de mer désignée comme habitat essentiel pour le caribou de Peary** – Les zones vertes représentent des glaces de mer désignées comme habitat essentiel, et les zones violettes indiquent les licences de découverte importante.



**Tableau 2. Licences de découverte importantes couvrant le fond marin et chevauchement avec la glace de mer désignée comme habitat essentiel pour le caribou de Peary**

N° de LDI	Nom de la société	Date de délivrance/expiration
SDL044	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA
SDL045	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA
SDL046	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA
SDL066	BP Canada Energy Group LLC	1987-03-19/NA
SDL068	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA
SDL069	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA
SDL070	Suncor Énergie inc.	1987-09-01/NA
SDL071	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA
SDL073	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA
SDL075	Suncor Énergie inc.	1987-03-19/NA

Abréviation : S.O., sans objet.

**Recommandations :** Le gouvernement du Canada recommande à la Commission :

- De conserver la désignation de composante socioéconomique valorisée pour les LDI et de remplacer la désignation de « zone à utilisation limitée » par celle de « zone à utilisation mixte » là où une telle zone chevauche l’empreinte de LDI seulement (voir le tableau 1 pour la liste des zones désignées à utilisation limitée chevauchantes qui doivent être remplacées);
- De désigner les sites contaminés prioritaires, les habitats du caribou de Peary ainsi que les habitats clés pour les oiseaux migrateurs qui chevauchent les LDI désignées dans les tableaux 1 et 2 du présent mémoire en tant que composantes valorisées;
- D’ajouter une exigence du plan à la case « Renseignements sur les composantes valorisées » dans le PATN (section 5.2, p. 41), qui stipule : 5.2-2 « Les aires où les licences de découverte importante chevauchent, en tout ou en partie, des zones désignées comme des sites contaminés prioritaires sur les cartes A1 et A2, et les habitats terrestres importants ainsi que la glace de mer désignée comme habitat essentiel pour le caribou de Peary et (ou) des habitats clés pour les oiseaux migrateurs (indiquées sur les cartes A1-A2-A3, B1.1), sont déterminées dans le présent document en tant que composantes valorisées de l’écosystème connues (indiquées sur la carte B2.12) » [Traduction libre]
- Jusqu’à ce que le programme de rétablissement du caribou de Peary soit achevé, l’information qu’il renferme devrait être prise en compte lors des déterminations de conformité de la Commission et des examens préalables effectués par la CNER s’il est possible que des projets et des activités menés dans l’aire couverte par une LDI viennent perturber l’habitat essentiel du caribou de Peary. Cela sera nécessaire en vertu de la *Loi sur les espèces en péril*, car l’habitat essentiel désigné dans un programme de rétablissement visant une espèce doit être protégé contre la destruction.

## 2.2 Cartes et fichiers du système d’information géographique (SIG)

Le gouvernement du Canada souhaite souligner à quel point il est important que l’ensemble des cartes et des fichiers du SIG figurant dans le Plan d’aménagement du territoire du Nunavut soient clairs, compréhensibles et exacts. Dans son mémoire du 8 octobre 2021 à la Commission, le gouvernement du Canada a formulé 15 recommandations concernant les cartes et les fichiers du SIG figurant dans le Plan provisoire. Après un examen plus approfondi des cartes A1, A2 et A3, ainsi que des fichiers du SIG associés, il apparaît que les limites des désignations d’utilisation des terres pour l’usage limité, l’usage conditionnel et la composante valorisée ne sont pas alignées avec la carte de base. Cela est particulièrement évident lorsque l’on regarde les cartes et les dossiers à plus grande échelle.

Il importe que les cartes et les données du SIG fournies par la Commission soient le plus précises possible. Pour que les promoteurs de projets, les organes de réglementation et les utilisateurs en général puissent prendre des décisions éclairées, et pour que les dispositions du plan soient appliquées, les zones d’utilisation des terres et leurs conditions d’utilisation doivent être claires, sans ambiguïté et faciles à trouver.

Le Plan provisoire ne renferme pas de métadonnées, de références ou de sources pour l’information cartographique utilisée pour élaborer ses désignations d’utilisation des terres, ce qui complique davantage l’analyse et crée de l’incertitude quant aux limites où les exigences du Plan s’appliquent. Le

Plan provisoire d'aménagement du territoire du Nunavut de 2016 mentionnait les sources de données pour ses informations géographiques et ses cartes sous le tableau 6, une pratique habituelle en géomatique. L'inclusion d'un tableau semblable pour accompagner le Plan provisoire d'aménagement du territoire du Nunavut de 2021 contribuerait à améliorer la clarté et à aider les utilisateurs du Plan.

**Recommandation :** Le gouvernement du Canada recommande à la Commission :

- De réviser toutes les cartes du Plan provisoire d'aménagement du territoire du Nunavut de 2021 pour les rendre plus précises, en veillant à ce que les désignations d'utilisation des terres correspondent aux couches de données spatiales thématiques qui composent le Plan et aux cartes de référence sous-jacentes du SIG;
- D'adopter une norme relative aux métadonnées géospatiales numériques ou de se conformer à une telle norme pour tous les éléments du Plan d'aménagement du territoire, ses cartes du SIG et les couches de données s'y rattachant, qui établit clairement l'origine des données et fournit leur résumé, leur étendue géographique, des projections, de l'information sur leurs attributs sous-jacents, ainsi que tout autre renseignement pertinent.

### **2.2.1 Chevauchements de désignations d'utilisation des terres**

Comme indiqué dans le mémoire du 8 octobre 2021, le gouvernement du Canada demeure préoccupé par l'ampleur des chevauchements des désignations d'utilisation des terres dans le Plan provisoire de 2021. Dans son analyse des chevauchements de désignations d'utilisation des terres, le gouvernement du Canada a déterminé qu'environ 5 % des désignations d'utilisation des terres sont des zones où s'appliquent à la fois une utilisation conditionnelle et une utilisation limitée. Ce pourcentage ne comprend pas les chevauchements entre les zones désignées comme étant à utilisation limitée. À titre comparatif, dans le Plan provisoire de 2016, environ 3 % des désignations d'utilisation des terres sont des zones où se chevauchent des aires protégées et des zones de gestion spéciale. Cela semble aller à l'encontre de la recommandation relative à la politique d'utilisation des terres formulée à la section 6.2.3.2 du document Options et recommandations, selon laquelle la Commission s'efforcerait de « limiter, dans la mesure du possible, les chevauchements de désignations d'utilisation des terres » [Traduction libre]

Pour le moment, le gouvernement du Canada comprend que la Commission souhaite que les exigences du plan soient cumulatives, de sorte que toutes les interdictions, les restrictions saisonnières ou les marges de recul qui s'appliquent dans chacune des zones de chevauchement s'appliqueraient en totalité à tout projet entrepris dans une telle zone. Dans son mémoire du 8 octobre 2021, le gouvernement du Canada a recommandé à la Commission de fournir des directives claires quant à la façon d'interpréter les chevauchements et de résoudre les exigences contradictoires du Plan. Ces recommandations s'appliquent toujours, mais nous encourageons aussi la Commission à poursuivre ses efforts pour réduire ces chevauchements dans la mesure du possible afin de réduire l'incertitude et les éventuelles exigences contradictoires ou conséquences involontaires associées au cumul ou à la hiérarchisation des exigences du plan.

### **2.3 Clarification du fait que les mouvements individuels de navires ne sont pas soumis à l'exigence du plan 2.2.5-1**

Dans la section 2.2.2 de son mémoire du 8 octobre 2021, le gouvernement du Canada recommandait que « la Commission devrait envisager d'inclure une exception à l'exigence du plan 2.2.5-1 ainsi que



dans les exigences du plan nouvelles ou mises à jour, selon laquelle la navigation nécessaire au Canada pour respecter ses obligations internationales ou ses impératifs de politique étrangère, y compris la navigation dans les glaces, est autorisée. De plus, il est recommandé que le libellé de l'exception indique clairement qu'elle doit être appliquée en de rares circonstances et en gardant à l'esprit l'objectif de protéger ces importants passages de glace de mer. » [Traduction libre]

Le gouvernement du Canada souhaite réaffirmer cette recommandation et, conformément à celle-ci, demander à la Commission d'envisager d'ajouter une exception claire à l'exigence 2.2.5-1 du Plan pour les navires qui ne font que traverser les eaux de la région du Nunavut.

**Recommandation :** Le gouvernement du Canada recommande à la Commission :

- De préciser que les mouvements individuels des navires constituent une exception à l'exigence du plan 2.2.5-1 en ajoutant ce qui suit à l'exigence du plan 2.2.5-2 : « La section 2.2.5-1 ne s'applique pas à un mouvement individuel de navire si un tel mouvement a pour seul but de traverser les eaux de la région du Nunavut. » [Traduction libre]

## **2.4 Modifications recommandées pour fournir des orientations claires concernant les droits existants**

Le gouvernement du Canada souhaite formuler des commentaires et des recommandations supplémentaires concernant la mise en valeur des minéraux, les droits existants et la conservation qui étendent la portée des commentaires et recommandations de la section 2.1.2 de son mémoire du 8 octobre 2021. Ces commentaires et recommandations se fondent sur une analyse plus approfondie et sur des éclaircissements reçus lors des réunions de mars 2022 entre le personnel de la Commission et le gouvernement du Canada.

Dans son mémoire du 8 octobre 2021 présenté à la Commission, le gouvernement du Canada recommandait de modifier le zonage des aires où la tenure minière existante chevauche des zones à utilisation limitée et pour en faire des zones à utilisation mixte afin d'améliorer la clarté de l'utilisation prévue des terres au Nunavut. Après une analyse plus poussée qui lui a permis de mieux comprendre le Plan provisoire de 2021, le gouvernement du Canada a précisé et élargi la recommandation ci-dessous en fonction de quelques facteurs. Par souci de clarté, le gouvernement du Canada est d'avis que la modification du zonage de la tenure minière existante pour en faire des zones à utilisation mixte améliorerait considérablement la clarté de l'utilisation prévue des terres au Nunavut, particulièrement en ce qui concerne la protection du caribou et la mise en valeur des minéraux. Cela dit, le gouvernement du Canada reconnaît que la Commission a fait des efforts pour intégrer un mécanisme permettant la poursuite des activités d'exploration et de production minières existantes tout en trouvant un équilibre les considérations environnementales et sociales (par exemple, les zones désignées pour la protection du caribou).

Il ressort de l'analyse du gouvernement du Canada que le Plan provisoire de 2021 applique une désignation d'utilisation limitée à trois des quatre mines actives du Nunavut (c.-à-d. Meliadine, Hope Bay et Mary River), l'exception étant le complexe Meadowbank. Ces projets s'accompagnent tous de certificats de projet, de permis d'utilisation des eaux de type A, de permis d'utilisation des terres et (ou) de baux, qui définissent un ensemble complexe de modalités en vertu desquelles ils doivent être exploités, et qui ont été adaptés aux activités propres à ces sites. Le gouvernement du Canada est d'avis

que le zonage de ces mines devrait être modifié en zones à utilisation mixte. Si le Plan définissait des exigences différentes des modalités semblables établies dans les autorisations réglementaires qui sont en place pour protéger la même composante environnementale, cela serait inutile, deviendrait source de confusion et pourrait créer des incohérences. De plus, les modalités contenues dans les autorisations pertinentes délivrées pour de tels projets, y compris le certificat de projet de la CNER, ont été élaborées pour atténuer les répercussions de ces activités minières. Si ces modalités sont insuffisantes pour protéger l'environnement, la CNER peut rouvrir le certificat de projet et modifier ses modalités en conséquence.

Il est également nécessaire que le Plan indique clairement que les interdictions relatives aux utilisations des terres auxiliaires à l'exploration et à la production, comme les routes et les carrières, ne s'appliquent pas aux titres miniers existants.

**Recommandation :** Le gouvernement du Canada recommande à la Commission de modifier le zonage de toutes les zones relatives à la tenure minière existante qui chevauchent actuellement des zones désignées à utilisation limitée, pour en faire des zones d'utilisation mixte où aucune interdiction, restriction saisonnière ou marge de recul ne s'appliquerait, afin d'améliorer la clarté de l'utilisation prévue des terres au Nunavut. Il ne devrait y avoir aucun chevauchement entre des zones à utilisation limitée et la tenure minière permettant l'exploration, la mise en valeur et d'autres activités connexes, comme l'extraction et les infrastructures linéaires, conformément au régime de réglementation minière du Nunavut. Les habitats clés pour le caribou (c.-à-d. les zones de mise bas et d'élevage, les traversées de cours d'eau, etc.) qui ne sont pas déjà désignés comme composantes valorisées de l'écosystème (CVE) devraient conserver la désignation CVE pour s'assurer qu'ils sont pris en compte par les promoteurs et les organismes de réglementation.

En plus des recommandations formulées ci-dessus, le gouvernement du Canada a effectué une analyse plus approfondie de l'annexe A et fournit des commentaires supplémentaires quant aux aspects qui devraient être abordés si la Commission allait de l'avant avec le maintien des exceptions aux interdictions qui s'appliquent aux droits et intérêts miniers existants dans les zones d'utilisation limitée.

#### 2.4.1 Annexe A

Plus de 90 projets d'exploration et d'exploitation minières existants se trouvent entièrement ou partiellement dans des zones à utilisation limitée proposées interdisant l'exploration et la production minières. Parmi ceux-ci, environ 50 sont définis à l'annexe A du Plan provisoire. Le Plan provisoire indique que ces projets pourraient, moyennant des modifications considérables, être exemptés des interdictions en matière d'exploration et de production minières dans les zones à utilisation limitée, à condition qu'ils restent dans l'empreinte du projet définie à l'annexe A, et sous réserve d'autres restrictions. Bon nombre des projets qui ne figurent pas à l'annexe A n'ont acquis des droits miniers que récemment, depuis l'arrivée du système de Sélection sur carte au Nunavut en janvier 2021, qui a modernisé l'acquisition des droits miniers dans le territoire. Le fait que ce ne sont pas tous les titulaires de droits miniers qui sont inclus à l'annexe A signifie que certains promoteurs se trouveraient dans l'impossibilité d'amener leurs projets au stade de la production, ce qui entraînerait des pertes d'investissements importants réalisés pour l'exploration et l'avancement de ces projets, et découragerait d'autres promoteurs d'effectuer des travaux sur le territoire.

La section 6.2.8 du document « Options et recommandations » n'explique que brièvement les critères utilisés pour rédiger l'annexe A. Cette section du document comporte plusieurs renvois aux « projets

d'exploration et de production minière découlant de droits et d'intérêts existants enregistrés auprès du Bureau du registraire minier du Nunavut ou de Nunavut Tunngavik Inc. qui sont désignés comme des projets actifs ayant fait l'objet d'un examen préalable en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut* ou de l'Accord du Nunavut ». [Traduction libre] Toutefois, comme le gouvernement du Canada l'indique dans son mémoire du 8 octobre 2021, ces critères ne permettront pas de faire avancer les projets découlant de droits miniers existants qui n'ont pas encore été évalués dans le cadre du système de réglementation du Nunavut. En utilisant les données sur la tenure minière de mars 2022, le gouvernement du Canada a relevé 14 baux d'exploitation minière, 102 claims miniers et 38 permis de prospection qui chevauchent des zones à utilisation limitée du Plan et qui ne figurent pas à l'annexe A (voir le tableau 3). Le tableau 3 présente la tenure minière associée à des projets en cours qui ont été examinés en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire et l'évaluation des projets au Nunavut* ou de l'Accord du Nunavut, ainsi que la tenure minière en règle, mais pour laquelle un projet n'a pas encore été soumis au système de réglementation.

Le gouvernement du Canada ajoute qu'avant d'obtenir le bail pour un claim enregistré, des certificats de travail documentant l'équivalent de cinq années de travail<sup>1</sup> doivent avoir été reçus par le titulaire du claim. Ainsi, tous les baux d'exploitation minière figurant au tableau 3 présentent des preuves de travaux physiques et devraient, de l'avis du gouvernement du Canada, être inclus à l'annexe A. Parmi les claims miniers, certains ont été délivrés il y a des années et sont restés en règle grâce à la présentation de rapports de travaux, alors que d'autres ont été acquis récemment, et des travaux pourraient ou non avoir été entrepris. Les permis de prospection ne sont plus délivrés, et tous les permis de prospection existants ont été délivrés entre 2016 et 2020; les gisements sont tenus de s'accompagner de permis de prospection, et des remboursements sont versés si des rapports de travaux sont soumis, mais il n'y a aucune obligation d'effectuer des travaux. Bien que les permis de prospection occupent une grande superficie, bon nombre des permis figurant au tableau 3 pourraient expirer en 2023 et RCAANC prévoit que bon nombre de ces permis donneront lieu à l'émission de nouveaux claims miniers avant l'approbation du Plan provisoire. Il sera donc important pour la Commission de trouver un mécanisme permettant de maintenir l'annexe A à jour jusqu'à l'approbation du Plan par les signataires.

C'est à RCAANC qu'incombe la gestion de la tenure minière délivrée en vertu du Règlement sur l'exploitation minière au Nunavut, et les titulaires de droits miniers existants sont eux-mêmes bien placés pour prendre des décisions concernant l'inclusion de leur tenure minière à l'annexe A. Aussi, le gouvernement du Canada réitère qu'il importera de savoir à quel stade du processus de mise en œuvre du Plan l'annexe A sera achevée, et que la Commission collabore avec RCAANC ainsi qu'avec les détenteurs de droits et d'intérêts miniers existants pour assurer l'exactitude de l'annexe A.

---

<sup>1</sup> En vertu de l'actuel Règlement sur l'exploitation minière au Nunavut, qui est entré en vigueur le 29 janvier 2021, ce chiffre est passé à 10 ans pour les futurs claims miniers.

**Recommandation :** Si la Commission demeure résolue à utiliser l'annexe A pour dresser la liste des projets qui échapperont aux interdictions relatives à l'exploration et à la production minérales qui s'appliquent dans les zones à utilisation limitée, le gouvernement du Canada recommande ce qui suit :

- que la Commission modifie le zonage des zones à utilisation limitée à l'endroit où elles chevauchent des mines en exploitation du Nunavut pour en faire des zones à utilisation mixte où aucune interdiction, restriction saisonnière ou marge de recul ne s'appliquerait, et qu'elle garde à l'esprit tout habitat clé pour le caribou (pour la mise bas, l'élevage, les traversées de cours d'eau, etc.) qui n'est pas déjà désigné comme composante valorisée de l'écosystème (CVE) dans le cadre de la désignation de CVE, afin de s'assurer que ces habitats sont pris en compte par les promoteurs et les organismes de réglementation;
- que la Commission intègre à l'annexe A toute la tenure minière restante qui chevauche des zones à utilisation limitée, que cette tenure soit associée ou non à un projet approuvé en vertu de la LATEPN ou de l'Accord du Nunavut;
- que la Commission précise que l'exception prévue à l'article 6.1.8-1 s'applique aux nouvelles propositions de projets ou aux modifications importantes apportées à des projets déjà approuvés en vertu de la LATEPN ou de l'Accord du Nunavut;
- que la Commission étende la portée de l'exception aux interdictions relatives à l'exploration et à la production minérales prévues à la section 6.1.8-1 afin d'inclure une exception aux interdictions relatives aux activités auxiliaires pertinentes (par exemple, les infrastructures linéaires et l'exploitation de carrières);
- le gouvernement du Canada continue de recommander à la Commission de travailler avec le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord du Canada et les détenteurs de droits et d'intérêts miniers existants pour s'assurer que tous les projets existants ou éventuels découlant de la tenure minière existante qui seraient touchés par les zones à utilisation limitée proposées sont répertoriés et désignés avec précision à l'annexe A du Plan.

**Tableau 3. Tenure minière existante se trouvant dans une zone désignée comme étant à utilisation limitée qui ne figure pas à l'annexe A**

Bail d'exploitation minière		
Numéro de bail	Titulaire	Commentaires
L-2346	Teck Mining Worldwide Holdings Ltd. (100 %)	Polaris
L-2797	Victoria Copper Inc. (100 %)	
L-3239, L-3242 – L-3245, L3247	Urangesellschaft Canada Limited (100 %) (Orano)	Kiggavik
L-3407	Benchmark Metals Inc. (100 %)	Contwoyto
L-3663	Glen Allen Hinch (100 %)	

L-4600	Rhonda Corporation (100 %)	Knife Lake
L-4942, L-4943, L-4945	North Arrow Minerals Inc. (100 %)	Hope Bay (Oro)
<b>Claims miniers</b>		
<b>Numéro du claim</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Commentaires</b>
100120	Minéraux Hudbay Inc. (100 %)	Valide jusqu'en 2123
100481 – 100493	Canadian Orebodies Inc. (100 %)	Bloc ouest de Haig Inlet; bloc est à l'annexe A, ID 3
101450, 101788, 101789, 102096, 102097	TBG Construction Ltd. (100 %)	Beluga
101456 – 101461, 101780, 101781	Mines Agnico Eagle Limitée (100 %)	ERIC
101682, 102513 – 102518	Apex Geoscience Ltd. (100 %)	Mel
101708, 101943	Silver Range Resources Ltd. (100 %)	Yandle
101709	Silver Range Resources Ltd. (100 %)	Noomut
101728, 101730, 101973, 101974	Benchmark Metals Inc. (100 %)	Contwoyto
101731, 101732, 101975	Benchmark Metals Inc. (100 %)	Muskox; claim adjacent 101552 à l'annexe A, ID 35
102446, 102449, 102451, 102455, 102667 – 102669, 102680	Bruce MacLachlan (100 %)	Zone de faille au N.-E. /Récupération
102498, 102501, 102502, 102557	Eugene T. Flood (100 %)	Anuri
102500	Eugene T. Flood (100 %)	Artemesia
102513 – 102518	StrategX Elements Corp. (100 %)	Mel
102533, 102535	Paul A. Sobie (100 %)	PSKAM/Aru
102540, 102542	Paul A. Sobie (100 %)	PSH/Halkett Inlet
102562	Paul A. Sobie (100 %)	PSTUN/Tunerq
102575, 102576, 102634, 102636	William Love (100 %)	SY

102647	StrategX Elements Corp. (100 %)	TP
102651	Tao Song (100 %)	Melville/Roche Bay
102663, 102664	Silver Range Resources Ltd. (100 %)	Hiqiniq/Ujaraq
102684	Apex Geoscience Ltd. (100 %)	Nanisivik
102691, 102692	Michael Magrum (100 %)	Cott
102711 – 102714	Michael Magrum (100 %)	Lac Dismal
102723	Michael Magrum (100 %)	Nose Lake
102729 – 102732	Michael Magrum (100 %)	Baker Lake Basin
102745 – 102747, 102751, 102752	Michael Magrum (100 %)	Asiak River
102748	Michael Magrum (100 %)	Coronation
102753, 102754	Trevor Boyd (100 %)	Lac Kaminak
102771, 102781, 102787	Forum Energy Metals Corp. (100 %)	Projet d'uranium du Nunavut
102779, 102780	Joseph Toal (100 %)	Beluga
<b>Permis de prospection</b>		
<b>Numéro de permis</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Commentaires</b>
P-26, P-28 – P-30	Aston Bay Holdings Inc. (100 %)	Storm; claims connexes à l'annexe A, ID 46
P-64, P-65, P-69	ValOre Metals Corp. (100 %)	Baffin Gold
P-83, P-149	Mines Agnico Eagle limitée (100 %)	Permis de la mine Meliadine Nord
P-139 – P-141	Silver Range Resources Ltd. (100 %)	Rivière Tree
P-145	Trevor Boyd (100 %)	Lac Volks
P-146	Trevor Boyd (100 %)	Lac Kaminak
P-148	Bruce MacLachlan (100 %)	Zone de faille au N.-E. /Récupération
P-152, P-158	Apex Geoscience Ltd. (100 %)	Mel
P-162	Mines Agnico Eagle limitée (100 %)	Lac High
P-165	Mines Agnico Eagle limitée (100 %)	Namik

P-168, P-169, P-172, P-173	1233719 BC LTD. (100 %) (Zimtu Capital Corp.)	Maguse
P-170	1233719 BC LTD. (100 %) (Zimtu Capital Corp.)	Pic Noble
P-171, P-175 – P-186	1233719 BC LTD. (100 %) (Zimtu Capital Corp.)	Kivalliq Centre-Sud
P-187	Platinum Group Metals Ltd. (100 %)	Rankin

### 3 Commentaires rédactionnels supplémentaires

#### 3.1 Sources d'énergie de substitution

Dans la section 4.4, le plan indique : « Les sources d'énergie de substitution au Nunavut comprennent les sources hydrauliques, éoliennes et solaires. » [Traduction libre] Cette liste ne tient pas compte des technologies émergentes d'intérêt (par exemple, les énergies géothermique, marémotrice ou hydrocinétique).

**Recommandation :** Le gouvernement du Canada suggère à la Commission de modifier la liste des énergies de substitution de la section 4.4 pour y inclure les technologies émergentes d'intérêt.

#### 3.2 Habitats clés pour les oiseaux migrants

(1) Le gouvernement du Canada souhaite corriger l'information fournie dans la partie 3.4, aux pages 32-33 du mémoire du 8 octobre 2021, concernant la description des classes d'habitats clés pour les oiseaux migrants.

**Recommandation :** Veuillez apporter le correctif suivant à la description des habitats clés pour les oiseaux migrants de catégorie 3, qui se trouve dans l'encadré des recommandations, à la section 3.4 du mémoire du gouvernement du Canada du 8 octobre 2021.

- Ajouter le texte suivant surligné en jaune et supprimer les mots rayés :

« Les aires de catégorie 3 ne s'accompagnent pas d'utilisations incompatibles ou de marges de recul désignées, mais répondent aux critères pour les habitats de catégorie 1 jugés très intolérants aux risques ou pour les habitats de catégorie 2 jugés modérément intolérants aux risques. » [Traduction libre] En outre, certains habitats de catégorie 3 pourraient nécessiter des niveaux de protection plus élevés ou des marges de recul, une fois que les données d'enquête appropriées auront été recueillies.

(2) Le gouvernement du Canada aimerait souligner d'autres préoccupations liées à la section 4 (p. 40) du mémoire du gouvernement du Canada du 8 octobre 2021 (sections 2.7.2 Polynies et 2.8.2 Polynie des

eaux du Nord), qui pourraient nécessiter des éclaircissements supplémentaires concernant le zonage proposé pour les polynies.

- Dans le Plan provisoire, les polynies sont zonées en tant que CVE, à l'exception de la polynie des eaux du Nord (Savarjuaq/Pikialasorsuaq), désignée comme zone à utilisation conditionnelle.
- La polynie de l'est du détroit de Lancaster ne figure pas actuellement dans le Plan provisoire, mais se trouve dans la zone à utilisation limitée de l'aire marine nationale de conservation de Tallurutiup Imanga (TINMCA). Cette question, et la recommandation de l'ajouter, entre autres habitats clés pour les oiseaux migrateurs qu'englobe la zone d'utilisation limitée de TINMCA, sont soulignées dans la section 2.4.2 du mémoire du 8 octobre 2021.
- Ces polynies sont des habitats clés pour les oiseaux migrateurs de catégorie 1, désignées en tant que zones à utilisation limitée, ce qui signifie que d'autres interdictions et marges de recul s'appliquent.

**Recommandation :** Le gouvernement du Canada recommande que l'information suivante soit ajoutée à la case *Information on Valued Components* (Renseignements sur les composantes valorisées) de la section 2.7.2 du Plan provisoire :

« 2.7.2-2 : La polynie des eaux du Nord (Savarjuaq/Pikialasorsuaq) et la polynie de l'est du détroit de Lancaster sont des habitats clés de catégorie 1 pour les oiseaux migrateurs. Tous deux sont désignés

(3) Le gouvernement du Canada souhaite apporter des précisions concernant les exceptions pour les navires de ravitaillement communautaires qui traversant des habitats clés pour les oiseaux migrateurs, qui se trouvent à la section 3.2.1.1 du mémoire du gouvernement du Canada du 8 octobre 2021.

- Bien qu'il soit convenu qu'il est essentiel que les navires de ravitaillement de la communauté soient en mesure d'effectuer leurs passages pour livrer des provisions, il est clair que, dans la mesure du possible, les marges de recul marines doivent être respectées dans les habitats clés pour les oiseaux migrateurs.

**Recommandation :** Le gouvernement du Canada recommande à la Commission de modifier de la façon suivante la note de bas de page 2 (Exceptions relatives aux marges de recul marines) du tableau 01 : Marges de recul pour les oiseaux migrateurs :

- par souci d'uniformité du Plan (voir la section 3.2.1.1 du mémoire du gouvernement du Canada du 8 octobre 2021 pour de plus amples renseignements), et
- d'ajouter la mise en garde suivante : « Les navires de ravitaillement de la communauté opérant dans les aires d'habitat clé pour les oiseaux migrateurs doivent observer les marges

### 3.3 Restrictions saisonnières relatives au caribou

(1) Dans le PATN de 2021, des zones à utilisation limitée sont désignées pour les aires de mise bas et d'élevage du caribou dans l'ensemble de la région du Nunavut; toutefois, les restrictions saisonnières dans ces zones sont limitées aux troupeaux de caribous désignés au tableau 02 (page 55). Par souci d'uniformité, le gouvernement du Canada encourage la Commission à inclure des restrictions



saisonniers pour le reste des troupeaux présents dans les zones désignées à utilisation limitée relevées pour la mise bas et l'élevage.

**Recommandation :** Le gouvernement du Canada encourage la Commission à inclure des restrictions saisonnières pour tous les troupeaux de caribous présents dans des zones désignées comme étant à utilisation limitée pour la mise bas et l'élevage bas dans la région du Nunavut.

(2) Dans le PATN de 2021, les caribous sont désignés par des catégories, par exemple le « caribou des îles ». Il n'est pas clair à quel troupeau cette catégorie renvoie. Alors que le document « Options et recommandations » définit les catégories de caribous et les troupeaux auxquels ils appartiennent, le Plan n'est pas clair à ce titre.

**Recommandation :** Le gouvernement du Canada recommande que les catégories de caribous et les troupeaux s'y rattachant dont il est question dans le document « Options et recommandations » soient inclus à la section 2.2 du PATN.

## **Annexe A – Mémoire de RNCan : Dépenses d’exploration pour les projets miniers au Nunavut et paiements des sociétés minières au titre de la *LMTSE***

Le mémoire suivant a été rédigé par le ministère des Ressources naturelles du Canada et fournit à la Commission des renseignements concernant les paiements versés aux gouvernements par les grandes sociétés minières actives au Nunavut de 2016 à 2020, au titre de la LMTSE. Le mémoire présente en outre des données sur les dépenses d’exploration réalisées pour des projets miniers au Nunavut de 1999 à 2020, selon le Relevé des dépenses d’exploration minière, de mise en valeur de gisements et d’aménagement de complexes miniers provincial/territorial de RNCan.

Ces données sont fournies pour alimenter le débat sur la recherche d’un juste équilibre entre les considérations économiques, environnementales et sociales.



## Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif (LMTSE)

- Les rapports renferment de l'information sur les paiements que ces entreprises et leurs filiales ont effectués à des gouvernements du monde entier.
- La LMTSE a pour objet de mettre en œuvre les engagements internationaux du Canada en matière de lutte contre la corruption.

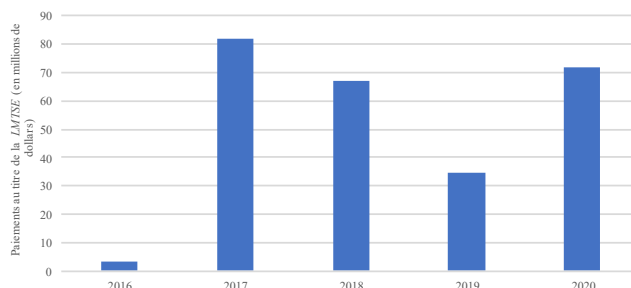
Critères pour être une société visée par la LMTSE :

- être inscrite en bourse au Canada
- ou faire des affaires au Canada
- avoir des actifs d'au moins 20 millions de dollars et des recettes d'au moins 40 millions de dollars
- avoir effectué des paiements totalisant au moins 100 000 \$
- La description complète des critères est publiée sur le site de RNCan : <https://www.rncan.gc.ca/nos-ressources-naturelles/mines-materiaux/lmtse/18183>



## Paievements effectués par les sociétés minières actives au Nunavut en vertu de la LMTSE de 2016 à 2020

Total des paiements versés à des bénéficiaires du Nunavut par les sociétés minières au titre de la LMTSE



Source: RNCan, Rapports transmis par les entreprises au titre de la Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif



## Paielements effectués par les sociétés minières actives au Nunavut de 2016 à 2020, au titre de la LMTSE

Bénéficiaires au Nunavut des paiements effectués par les sociétés minières actives au Nunavut de 2016 à 2020 (en millions de dollars)  
Paiements au titre de la LMTSE (total 258,5 millions de dollars)

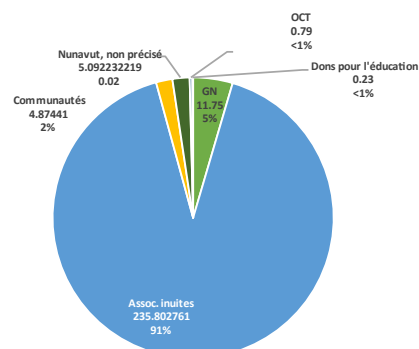
Paiements déclarés versés aux gouvernements par des sociétés minières actives au Nunavut de 2016 à 2020

Bénéficiaire	\$ canadien
Total, gouvernement du Nunavut	11,750,000 \$
Total, associations inuites	235,802,761 \$
Total, communautés	4,874,430 \$
Total, Nunavut (non précisé)	5,092,232 \$
Total, organisations de chasseurs et trappeurs	790,000 \$
Total, dons pour l'éducation	230,000 \$
Total, Nunavut	22,736,642 \$
Total, Canada*	139,045,134 \$
Total	161,781,777 \$

Source : Rapports transmis à RNCAN par les sociétés au titre de la Loi sur les mesures de transparence dans le secteur extractif.

<https://www.rncan.gc.ca/debut-nunavut-fournir-cas-fournir-la-ventilation-fournir-cas-chaque-entreprise-ses-actifs/links-section-rapports/18198>

\* Les paiements versés au Canada comprennent des projets dans d'autres provinces.



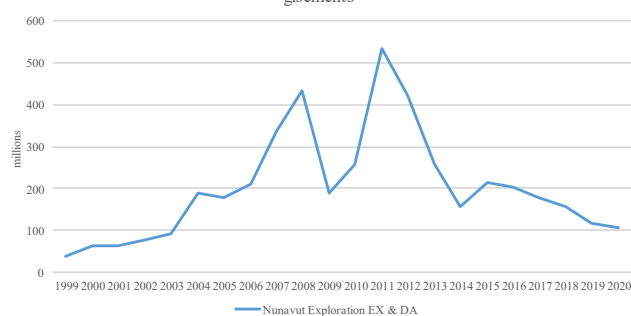
Natural Resources  
Canada

Ressources naturelles  
Canada

Canada

## Dépenses d'exploration pour des projets miniers au Nunavut, de 1999 à 2020 (exploration et mise en valeur de gisements)

Exploration au Nunavut : dépenses d'exploration et de mise en valeur de gisements



Source: Ressources naturelles Canada, d'après le Relevé des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur de gisements et d'aménagement de complexes miniers.



Natural Resources  
Canada

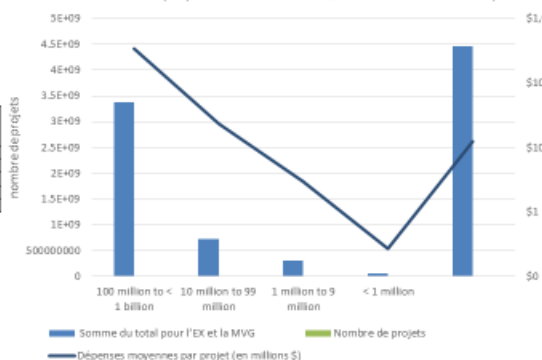
Ressources naturelles  
Canada

Canada

# Dépenses d'exploration pour des projets miniers au Nunavut, de 1999 à 2020

Catégorie de dépenses	Somme du total pour l'EX et la MVG	Nombre de projets	% des dépenses totales	Dépenses moyennes par projet (en millions \$)
300 millions à < 1 milliard	3 379 750 490,00 \$	10	75,0%	338 \$
30 millions à 99 millions	718 986 685,00 \$	21	16,1%	34 \$
1 million à 9 millions	312 136 683,75 \$	106	7,0%	3 \$
< 1 million	57 144 075,00 \$	232	1,3%	0 \$
Total	4 468 069 753,75 \$	269	100,0%	12 \$

Exploration et mise en valeur de gisements au Nunavut de 1999 à 2020 (dépenses totales de 4,5 milliards de dollars)



Natural Resources Canada

Ressources naturelles Canada

Source: Ressources naturelles Canada, d'après le Relevé des dépenses d'exploration minérale, de mise en valeur de gisements et d'aménagement de complexes miniers.

Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Ressources naturelles, 2021.

Natural Resources Canada

Ressources naturelles Canada

## Annexe B – Investissements réalisés par des projets de prospection et d'exploitation minières existants dans des zones d'utilisation limitée

Le tableau ci-dessous présente l'ampleur des investissements réalisés sur bon nombre des propriétés qui recoupent des zones à utilisation limitée, comme il ressort de l'une des trois sources suivantes : déclarations directes de l'exploitant, données accessibles au public dérivées des divulgations et des rapports financiers des sociétés, ou rapports d'évaluation devenus non confidentiels. Souvent, ces chiffres sont incomplets ou non publiés, de sorte que l'ampleur réelle des investissements est sous-estimée. L'année de la valeur actuelle est indiquée. Il importe de noter qu'il est inexact de multiplier le montant investi par le pourcentage de recoupement pour déterminer l'incidence des interdictions proposées, car les parties d'une zone de projet n'ont pas toutes la même valeur. Aussi, le pourcentage de recoupement fourni dans le tableau ci-dessous n'est pas pris en compte dans le calcul de l'investissement total.

Le pourcentage de recoupement avec des zones à utilisation limitée proposées à l'intérieur desquelles l'exploration et l'exploitation minières seraient interdites est calculé uniquement en fonction de la tenure minière sur des terres de la Couronne, dont les baux protégés par des droits acquis sur le sous-sol des terres inuites, et ne tient pas compte des accords d'exploration minière dans le sous-sol des terres inuites que les promoteurs pourraient avoir conclus avec la Nunavut Tunngavik Incorporated. Les projets pour lesquels des mines sont en activité ont été séparés selon l'investissement total calculé, car les coûts importants liés à l'exploration et au développement minier éclipsent ceux des projets d'exploration à un stade plus précoce.

**Tableau B1 : Recoupement des projets d'exploration minière avec des zones à utilisation limitée**

Titre du projet	Exploitant	Investissement (en millions de dollars)	Recoupement		Période	Annexe A
			%	ha		
1233719 BC Ltd	1233719 BC Ltd	Non disponible	76,62	210 246	2020-2021	s.o.
Angilak	ValOre Metals Corp.	55,6 \$ <sup>2 (2019)</sup>	0,21	99	2008-2019	2
Atlas (Exploration des claims de Marce)	OMAI Gold Mines Corp. (anciennement Anconia)	5,2 \$ <sup>1 (2015)</sup>	100,00	6 561	2011-2015	28
Baffin Gold	ValOre Metals Corp.	1,5 \$ <sup>2 (2019)</sup>	0,48	1 683	2017-2019	s.o.
Beluga	TBG Construction Ltd.	Non disponible	3,41	188	2020	s.o.
Chidliak (Chidliak sur l'île de Baffin)	Groupe De Beers (Peregrine Diamonds Ltd.)	59,6 \$ <sup>2 (2018)</sup>	53,55	22 813	2008-2018	4
Committee Bay	Fury Gold Mines Limited (North Country Gold Corp.)	75,4 \$ <sup>2 (2020)</sup>	0,49	1 446	1999--2021	7

Cone Hill	Mines Agnico Eagle Limitée	1,28 \$ <sup>3 (2017)</sup>	99,98	6 254	2016-2021	8
Contwoyto	Benchmark Metals Inc.	1,85 \$ <sup>2 (2020)</sup>	70,29	5 681	2016-2018	35
Rivière Coppermine	Tundra Copper Corp. (filiale de Kaizen Discovery Inc.)	2,8 \$ <sup>2 (2021)</sup>	100,00	173 459	2013-2015	9
Rivière Coppermine	Arctic Copper Corp. (filiale de Sitka Gold Corp.)	0,25 \$ <sup>2 (2021)</sup>	100,00	54 612	2015	10
CSI	North Arrow Minerals Inc.	0,09 \$ <sup>2 (2021)</sup>	47,46	2 155	2021	11
Elu (Projet de cartographie de la ceinture de roches vertes de Hope Bay et d'Elu)	Mines Agnico Eagle Limitée (Ressources TMAC Inc.)	1,31 \$ <sup>3 (2017)</sup>	2,88	2 163	2011-2018	19
Ferguson Lake	Canadian North Resources Inc. (Canadian North Resource and Development Corporation/Trevor Boyd)	5,1 \$ <sup>3 (2015)</sup>	100,00	24 226	1999-2021	13/14

Titre du projet	Exploitant	Investissement (en millions de dollars)	Recoupement		Période	Annexe A
			%	ha		
Fox Lake	Mines Agnico Eagle Limitée	1,35 \$ <sup>3 (2016)</sup>	100,00	22 488	2015-2021	38/40
Gibson MacQuoid	Fury Gold Mines Limited (North Country Gold Corp.)	Inclus dans le total de la baie Comité	83,75	284 532	2017-2018	15
Greyhound	Mines Agnico Eagle limitée/Gold79 Mines Ltd.	4,13 \$ <sup>3 (2015)</sup>	36,48	6 307	2006-2021	16
Hackett River	Glencore plc.	145,0 \$ <sup>1 (2016)</sup>	78,13	7 866	2004-2013	17 / 43 / 52
Haig Inlet (programme de forage de l'île Belcher)	Hemlo Explorers Inc. (anciennement Canadian Orebodies)	14,22 \$ <sup>2 (2021)</sup>	100,00	25 331	2011-2012	3
Région de High Lake	Agnico Eagle limitée	Non disponible	0,47	143	2018-2021	s.o.
High Lake East (couloir Izok)	MMG Limited	2,42 \$ <sup>3 (2012)</sup>	74,67	2 394	2008-2012	23
Bail Hinch	Glen Allen Hinch	Non disponible	100,00	189	?	s.o.
Hood (couloir Izok)	MMG Limited	Non disponible	100,00	2 134	2008-2014	23
Hope Bay (Projet de cartographie de la ceinture de roches vertes de Hope Bay et d'Elu)	Mines Agnico Eagles limitée (Ressources TMAC Inc.)	957,0 \$ <sup>2 (2019)</sup>	50,08	27 110	1993-2021	19
Hope Bay Oro	North Arrow Minerals Inc.	Non disponible	29,68	1 491	<1995-2021	s.o.
Itchen Lake	Apex Geoscience Ltd.	Non disponible	15,91	1 037	?	21
Itchen Lake	West Kitikmeot Gold Corp.	0,33 \$ <sup>3 (2015)</sup>	7,33	487	2013-2015	22
Projet diamantaire Kahuna	Kodiak Copper Corp.	9,5 \$ <sup>2 (2019)</sup>	14,48	11 949	2014-2018	24
Claims/permis KAM	Trevor Boyd	Non disponible	100,00	15 423	2018-2021	s.o.
KGP (Kahuna Gold)	Solstice Gold Corp.	15,52 \$ <sup>2 (2021)</sup>	64,03	58 881	2017-2020	24
Kiggavik-Sissons	Orano Canada Inc. (Urangesellschaft Canada Limited)	176,5 \$ <sup>1 (2015)</sup>	4,40	812	1974-2015	25



Luxx	North Arrow Minerals Inc.	0,36 \$ <sup>2 (2021)</sup>	94,04	2 438	2013-2014	27
MacLachlan	Bruce MacLachlan	Non disponible	65,17	10 167	2018-auj.	s.o.
Titre du projet	Exploitant	Investissement (en millions de dollars)	Recouplement		Période	Annexe A
			%	ha		
McPherson/Labadie	Alex McPherson/Brian Labadie	Non disponible	100,00	17 132	?	12
Projet Mary River	Baffinland Iron Mines Corporation	15,23 \$ <sup>3 (2017)</sup>	23,42	62 670	2004-2021	29
Projet de métaux précieux Meadowbank	Western Atlas Resources Inc. (5530 Nunavut Inc.)	4,17 \$ <sup>2 (2020)</sup>	58,93	7 398	2018-2021	30
Mel	North Arrow Minerals Inc.	3,50 \$ <sup>2 (2021)</sup>	34,36	29 686	2013-2019	31
Mine Meliadine (projet d'exploration Meliadine, projet Meliadine)	Mines Agnico Eagle Limitée	2 198,6 \$ <sup>2 (2020)</sup>	94,22	108 926	2009-2021	32/33
Projet du lac Mountain	Consolidated Uranium Inc. (IsoEnergy Ltd.)	0,12 \$ <sup>2 (2021)</sup>	86,89	5 234	2016-2021	34
Muskox	Benchmark Metals Inc.	Inclus dans le total pour Contwoyto	52,53	3 345	2016-2018	35
Naujaat	North Arrow Minerals Inc.	8,91 \$ <sup>2 (2021)</sup>	30,29	3 942	2013-2021	51
Nanuq (Chidliak Nanuq à Kivalliq)	Groupe De Beers (Peregrine Diamonds Ltd.)	12,9 \$ <sup>1 (2016)</sup>	72,99	119 638	2006-2015	5
Napajut Lake (Hyde)	Exploratus Limited	0,87 \$ <sup>3 (2008)</sup>	0,53	6	1997-2008	36
Noomut	Silver Range Resources Ltd.	0,01 \$ <sup>2 (2020)</sup>	72,72	1 091	2016	s.o.
Noomut (New Break)	New Break Resources (William Love)	Non disponible	12,33	594	2021	37
North Melville	StrategX Elements Corp.	Non disponible	26,80	271	2021	s.o.
Nunavut Property (projet Storm)	Aston Bay Holdings Inc.	13,78 \$ <sup>2 (2021)</sup>	24,76	78 057	2013-2021	46 <sup>4</sup>
Parker Lake	Mines Agnico Eagle limitée	1,86 \$ <sup>3 (2016)</sup>	100,00	42 027	2008-2021	38/39/40

Pelly Bay (Amaruk/Churchill Diamond)	Churchill Resources Inc. (Graham Gill/Churchill Diamond Corporation)	0,19 \$ <sup>2 (2021)</sup>	100,00	187 440	2014- 2021	1/6
Titre du projet	Exploitant	Investisse- ment (en millions de dollars)	Recoupement		Période	Annexe A
			%	ha		
Pistol Bay	Northquest Inc. (filiale de NordGold SE)	19 \$ <sup>1 (2015)</sup>	83,01	70 007	2011- 2021	41
Pistol Lake	Leeward Capital Corp.	0,25 \$ <sup>2 (2020)</sup>	100,00	699	1991- 2021	42
Platinum Group Metals	Platinum Group Metals Ltd.	Non disponible	50,83	7 673	2020- 2021	s.o.
Project M	StrategX Elements Corp.	Non disponible	98,90	8 540	2021	s.o.
Quartzite	Silver Range Resources Ltd.	0,05 \$ <sup>2 (2020)</sup>	100,00	975	2016	s.o.
Bails détenus par la société Rhonda Corp.	Rhonda Corporation	Non disponible	100,00	1 042	1995- 2003	s.o.
Roche Bay	Tao Song	Non disponible	9,23	183	2021	s.o.
St. Tropez (partie de Kiggavik-Sissons)	Orano Canada Inc.	0,81 \$ <sup>3 (2012)</sup>	33,26	5 636	2010- 2012	25
Stein	Arctic Star Exploration Corp. (Jeff Stuart), coentreprise avec GGL Resources	0,3 \$ <sup>2 (2021)</sup>	100,00	26 324	2015- 2021	45
Tree River	Silver Range Resources Ltd.	0,13 \$ <sup>2 (2020)</sup>	28,92	11 542	2018- 2020	s.o.
Turner Lake (TTMG)	Bathurst Metals Corp.	0,17 \$ <sup>2 (2020)</sup>	27,46	1 830	2018- 2020	47
Victoria Copper	Victoria Copper Inc.	Non disponible	100,00	2 951	1969-?	s.o.
Exploration de la zone de Whale Cove	Mines Agnico Eagle limitée	Non disponible	65,87	48 064	2017- 2019	49
White Hills	Mines Agnico Eagle Limitée	0,78 \$ <sup>3 (2017)</sup>	52,79	10 209	2015- 2017	50
Yandle	Silver Range Resources Ltd.	0,18 \$ <sup>2 (2020)</sup>	100,00	2 969	2017	s.o.
<b>Total (Exploration)</b>		<b>647,29 \$</b>		<b>1 617 064</b>		

<b>Total (Mines)</b>		<b>3 170,83 \$</b>		<b>198 706</b>		
----------------------	--	--------------------	--	----------------	--	--

Abréviation : S.O. signifie sans objet, c'est-à-dire ne figurant pas à l'annexe A.

<sup>1</sup> Déclaration de l'entreprise (données actuelles pour la période indiquée)

<sup>2</sup> Données disponibles au public, y compris le site Web de l'entreprise, les communiqués de presse, les rapports financiers (données actuelles pour la période indiquée)

<sup>3</sup> Rapports d'évaluation rendus publics (données actuelles pour la période indiquée)

<sup>4</sup> Des parties importantes du projet ne sont pas incluses dans le polygone de l'annexe A

Les investissements comptabilisés pour les projets concernés s'élèvent à 647 millions de dollars pour les projets au stade de l'exploration, et à 3,17 milliards de dollars supplémentaires pour les dépenses d'exploration et de développement de complexes miniers sur les sites miniers, selon les données disponibles au public. Ces chiffres sous-estiment largement les investissements réels; les données statistiques tirées du Recensement annuel des mines de Ressources naturelles Canada fournissent un chiffre global pour les mêmes projets énumérés ci-dessus de 3,76 milliards de dollars en dépenses d'exploration et de mise en valeur des gisements, et de 7,93 milliards de dollars supplémentaires en dépenses d'aménagement des complexes miniers; des accords de confidentialité empêchent de présenter ici les données ventilées.

Les projets d'exploration et de développement minier sont des entreprises à haut risque qui nécessitent des investissements importants s'étalant sur de longues périodes avant d'arriver au stade de la production et de réaliser un retour sur cet investissement. Chaque année d'exploitation apporte d'importantes retombées socioéconomiques aux Nunavummiut sous forme d'emplois, de contrats avec des entreprises établies au Nunavut, de redevances et d'impôts payés. Les zones à utilisation limitée indiquées dans le Plan où l'exploration et la production minières sont interdites risquent de réduire à néant les sommes importantes déjà investies dans ces projets et d'éliminer les avantages socioéconomiques qui en découlent. Ils créeront également un risque que les exploitants du projet perdent leurs investissements, ce qui pourrait dissuader d'autres investissements dans l'exploration minière au Nunavut.